

Clôture



GILLES BERHAULT
PRÉSIDENT D'ACIDD

GILLES BERHAULT A partir de nos échanges, relevons les points percutants qu'il semble intéressant d'intégrer dans nos agendas respectifs.

Rapports d'étonnement

Lieux d'activité, villes nouvelles et coordination



LAURENT COUSSEDIERE
DIRECTEUR DU CLUSTER GREEN
AND CONNECTED CITIES

LAURENT COUSSEDIERE D'une part, j'ai noté la récurrence des réflexions concernant les tiers lieux d'activité. Ces expériences très diverses sont passionnantes, d'autant plus qu'elles s'intéressent désormais au changement d'échelle. Il s'agit d'identifier les modèles que l'on peut reproduire dans le monde. Par ailleurs, il convient de définir ces espaces en tant que lieux de vie, et non uniquement en tant que lieux de travail. Nombre d'éléments doivent encore être étudiés pour définir ces modèles, et notamment l'aspect économique. Ces télécentres ou éco-centres – peu importe leur nom – doivent impérativement être animés : ils ne peuvent pas vivre seuls. Les TIC permettent de les animer et d'activer nos visions convergentes. Les acteurs travaillent sur cette problématique et réfléchissent à la manière de l'implémenter.

Je note aussi l'idée des villes nouvelles, véritables laboratoires qui émergent dans le monde – avec les expériences marocaines qui nous ont été décrites. Ces projets sont des laboratoires pour le monde entier, et notamment pour nos villes européennes.

“ Il nous faut améliorer la coordination entre les différents acteurs.

Pour finir, il nous faut améliorer la coordination entre les différents acteurs et intégrer les choix technologiques en amont. En effet, les TIC peuvent offrir des outils d'aide à la décision, proposer des indicateurs ou gérer l'efficacité énergétique.

Télétravail, business models et éthique



ALAIN CHAUVEAU
CONSULTANT ET JOURNALISTE

ALAIN CHAUVEAU Il existe un consensus autour du télétravail. Tout le monde est d'accord pour le développer, car la moyenne de 90 minutes par jour et par Français passées dans les transports est trop importante. D'autant qu'elle risque de passer à 120 minutes.

Toutefois, le télétravail peut être un facteur d'exclusion et de désocialisation : il doit être accepté par l'environnement familial ; il est prouvé que les télétravailleurs se déplacent moins, mais qu'ils déménagent plus souvent ; certains obstacles liés au droit du travail persistent, car les télétravailleurs ont des objectifs et non des horaires, ce qui pose des problèmes de charges de travail.

“ Les business models ne sont pas encore viables et sont difficiles à trouver.

D'autre part, dans cette nouvelle ère du collaboratif 2.0, ère d'innovation sociale globale, les business models ne sont pas encore viables et sont difficiles à trouver. Le modèle économique à la française est discuté : lui sont reprochés des financements qui s'appuient sur des partenariats entre public et privé.

Pour finir, il me semble que doit exister une réflexion autour de ce que j'appellerais « TIC et éthique ». En effet, les nouvelles technologies sont capables du meilleur comme du pire. Il est vrai qu'elles permettent de développer la télémédecine, de maintenir des personnes âgées à domicile ou de changer la vie des personnes les plus en difficulté. Mais nous devons nous méfier du risque d'aliénation de la liberté citoyenne. Il me semble par exemple dangereux d'installer des vidéos dans les hypermarchés. Nous devons faire attention à ce que ces écrans publicitaires ne servent pas à nous suivre et à étudier nos comportements.



GILLES BERHAULT

Je songe à la question de la massification : envisageons-nous à sa juste mesure un monde qui évolue à très grande échelle et qui comptera prochainement 9 milliards de personnes ?

“ Envisageons-nous à sa juste mesure un monde qui évolue à très grande échelle et qui comptera prochainement 9 milliards de personnes ?

Utiliser les TIC pour l'énergie et le social, travailler encore sur les aspects économiques



ALEXANDRA DEBAÏSEUX
COORDINATRICE DU RÉSEAU
ICT21 FOR ENERGY EFFICIENCY

ALEXANDRA DEBAÏSEUX Concernant l'existant, il est nécessaire d'analyser les pratiques, de manière à éviter les fausses bonnes idées. Cela permettra en outre de proposer des méthodologies capables d'analyser les pratiques mises en œuvre sur les territoires urbains. Cependant, l'analyse de l'existant doit prendre en compte les spécificités nationales ; la Cantine correspond à un mode de financement très français et, au Maroc, les centres religieux peuvent servir de lieux de vie et de travail. Nous devons nous interroger sur la manière de développer un modèle plus global. L'analyse du futur prouve que la valeur de solidarité sera récurrente, à la fois entre les pays mais aussi entre les territoires.

Je tiens aussi à dire qu'il ne faut pas perdre notre bon sens avec ces développements technologiques. En effet, il est inutile de proposer aux utilisateurs d'allumer les candélabres avec leurs téléphones portables alors qu'un simple détecteur de présence suffit. Il n'est pas toujours pertinent d'intégrer les TIC dans chaque projet. Il me semble essentiel de prendre en considération les particularités de chacun. Dans le domaine du handicap, le télétravail permet de résoudre certaines difficultés. Mais il faut craindre une éventuelle désocialisation.

“ Il n'est pas toujours pertinent d'intégrer les TIC dans chaque projet.

Pour conclure, il semble évident que les TIC sont en mesure de nous simplifier la vie, sur les plans énergétique et social. Concernant l'aspect économique, nous devons nous pencher sur certains points :

- les monnaies alternatives et complémentaires, avec pour référence l'intelligence et l'information, qui sont des ressources infinies
- la gestion du temps, car les TIC sont des outils pour habiter le temps ; cela impose de considérer de nouveau notre rapport au temps, car voulons-nous seulement être sans cesse disponibles et que tous les temps de la vie soient habités ?
- la dimension humaine et ses spécificités à ne pas oublier, comme le territoire et le contexte de vie.

GILLES BERHAULT

Notre thème regroupe en somme trois ingrédients : le développement durable, la civilisation numérique et la ville.

Les engagements européens en faveur des TIC



CATHERINE TRAUTMANN
DÉPUTÉE EUROPÉENNE, VICE-PRÉSIDENTE DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG

CATHERINE TRAUTMANN Le Sommet de Copenhague vient à un moment très important, pour lequel nous plaçons quelques espoirs. Il s'agit certes de décisions des Etats, mais les citoyens sont organisés par les collectivités sur les territoires ; la mise en place des actions de développement durable ne peut avoir lieu que grâce à la contribution des gens, à l'engagement des citoyens et au travail des collectivités. Il existe encore une bonne part d'imaginaire dans l'élaboration des bonnes pratiques, mais il est vrai que l'imaginaire devient de plus en plus collectif : il appartient aux hommes politiques de mettre cela en œuvre.

Pour ma part, je suis à l'interface de deux niveaux d'échelle et m'appartient d'insister

sur la complémentarité des actions. C'est tout à fait le sens de cette idée de penser globalement et d'agir localement. Si l'on s'intéresse au Paquet climat 3 fois 20¹, il faut bien comprendre que cette idée transforme l'organisation même de la Commission européenne et l'approche de nos travaux. En effet, alors qu'auparavant, une commission spécifique s'intéressait au climat, nous inscrivons actuellement toutes les thématiques du développement durable dans l'ensemble de notre travail.

Par exemple, nous réévaluons les perspectives concernant l'efficacité énergétique des bâtiments : tous les bâtiments construits d'ici 2020 devront émettre une quantité presque nulle de GES. Par ailleurs, nous révisons l'étiquetage énergétique de l'électroménager et de la hi-fi, pour une meilleure information des consommateurs. Nous agissons dans le même sens en ce qui concerne les pneumatiques. L'un des points essentiels de la stratégie de la Commission européenne s'incarne avec l'investissement dans les green technologies qui augmentera de 3 à 8 milliards d'euros par an sur les 10 ans à venir. Nous espérons bien que les Etats membres auront un comportement éthique en adéquation avec les engagements de Copenhague. Nous nous mobilisons à tous les échelons pour éviter que la tentation nationale puisse l'emporter sur l'intérêt collectif.

“ Éviter que la tentation nationale puisse l'emporter sur l'intérêt collectif.

Institutionnellement, l'avenir sera marqué par l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne qui entérine le rapprochement entre le Conseil européen et le Parlement européen. Le bon fonctionnement de cette architecture renouvelée dépendra évidemment de la manière dont nous saurons la mettre en œuvre.

Les exemples d'action pour le développement durable à l'échelle locale ne manquent pas et les TIC sont majoritairement utilisées dans ce cadre. S'agissant de l'avenir du Net, les avis divergent et nous sommes en plein débat sur sa valeur sociale, son rôle en tant que vecteur d'innovation sociale. Nous pensons fermement que la démocratie doit être à l'œuvre sur le Net.

¹ Augmenter de 20 % l'efficacité énergétique, réduire de 20 % les émissions de GES et atteindre une proportion de 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale de l'UE à l'horizon 2020.

Les TIC secondent efficacement les efforts contre le réchauffement climatique. Alors que nous identifions de mieux en mieux les usages des TIC, la gestion de nos déchets technologiques est délocalisée dans des pays que nous devons soutenir pour l'accès à l'Internet. Il convient d'adopter une vision lucide des TIC autour des thématiques de mobilité ou d'ondes électromagnétiques, car les progrès technologiques ne peuvent pas se faire au détriment des conditions sociales et de travail.

Pour massifier et démocratiser cette société de l'information, il est impératif d'articuler des projets pilote et leur mise en œuvre. A cet égard, il me semble essentiel de penser l'innovation dans le sens de l'usage et des services. Pour finir, alors qu'il n'existe encore aucun modèle économique éprouvé, nous devons rester attentifs face aux éventuels phénomènes de bulle, liés à des valeurs irréelles et spéculatives.

Pour l'accès du prochain milliard d'hommes à la société de l'information, l'Europe s'est engagée. Mais il reste beaucoup à faire.

Faire de la ville un acteur face au changement climatique



BETTINA LAVILLE

AVOCATE, CRÉATRICE
DU COMITÉ21, ANCIENNE
CONSEILLÈRE ENVIRONNEMENT
DU PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

BETTINA LAVILLE En ce qui concerne le Sommet de Copenhague, je dois dire que je suis moins optimiste. Il est vrai que les chefs d'Etat doivent prendre quelques décisions. Mais, lorsque l'on repousse les objectifs de 2020 à 2030, je considère qu'il s'agit d'un recul. De plus, tous les engagements ne seront pas réalisés immédiatement. Les dotations en argent pour que les pays pauvres puissent s'équiper en technologies propres devraient s'élever à au moins 30 milliards de dollars par an ; elles ne seront que de 10 milliards jusqu'en 2012.

Je suis moins inquiète s'agissant des efforts des villes et des grandes villes. A l'époque du Sommet de Rio, les collectivités locales étaient spectatrices du processus et les exemples nous semblaient exceptionnels. Aujourd'hui, nous observons l'engagement de toutes les capitales, de toutes les villes. Je pense que les maires des grandes villes ont embrassé cette cause qui n'a rien à voir avec des querelles de bloc. Dans ce monde multipolaire, je crois qu'existe la possibilité d'un accord. La signature de chartes ou d'engagements, les rencontres entre maires de grandes villes – qu'elles soient du Nord ou du Sud – prouvent qu'il existe un intérêt convergent.

“ Nous observons l'engagement de toutes les capitales, de toutes les villes.

Les nouvelles technologies vont aussi dans ce sens. Grâce à elles, les TIC parviennent à ce que les métropoles ne soient plus un danger pour l'environnement. Il y a 30 ans, l'étalement urbain accentuait les transports, les déplacements

et donc les émissions. Sur le plan social, cette dynamique générerait du stress, de la fatigue et des inégalités sociales.

Les métropoles remodelent l'espace urbain dans le sens d'une véritable construction sociale. Il s'agit de bâtir un lieu attentif à l'environnement et l'on peut espérer en finir avec la mythologie des années 1970. Ces bouleversements sont très significatifs d'une évolution sociale, comme le décrit très

bien François Ascher dans *L'Age des métapoles*². Selon lui, l'effet de serre apparaît comme une production sociale qui participerait à des dynamiques de la société. D'après ses explications, la lutte contre le réchauffement climatique unirait les populations. A ce sujet, il me semble qu'il existe une dimension sociale dans l'Agenda 21 – dimension absente du Plan climat.

En d'autres termes, la lutte contre le changement climatique est une problématique à la fois comportementale et sociale. Grâce aux TIC, la ville et la métropole – pourtant considérées comme des ennemies de l'environnement – peuvent devenir actrices à part entière de la production d'une atmosphère, qui peut aussi être urbaine.

GILLES BERHAULT

Longtemps, on a considéré que les villes ont posé un problème. Elles sont peut-être aujourd'hui une partie de la solution.

« Toute société tend à persévérer dans son être »



BERTRAND MEHEUST
SOCIOLOGUE

BERTRAND MEHEUST J'introduirai ici un propos quelque peu dissident. À l'origine professeur de philosophie, je suis devenu sociologue et je me suis intéressé à la façon dont se maintiennent les univers mentaux des sociétés. Comment une société se régule-t-elle dans la durée quand elle est agitée par quelque chose ? Par exemple, au 19^{ème} siècle, le magnétisme animal (ou mesmérisme) fut une pratique médicale dissidente qui provoqua un choc dans la psychologie. Cette déflagration donna (entre autres) naissance à la psychanalyse.

La question environnementale est un défi absolu, qui remet en cause notre mode de développement, notre façon de penser et nos comportements. Ma réflexion sur cette question se situe délibérément et méthodiquement dans une perspective pessimiste, car il me semble que, quand il s'agit de l'avenir de l'humanité, ces points de vue doivent être développés en priorité.

En partant de l'interrogation suivante « que se passera-t-il si nous suivons notre logique de développement ? », j'ai proposé cet axiome, qui vaut pour les individus comme pour les groupes humains : toute société tend à persévérer dans son être.

Par exemple, les Mélanésiens ont inventé les « cultes du car go » pour digérer l'irruption des Occidentaux à partir du 19^{ème} siècle. Ce n'est qu'un exemple. Les efforts développés par les sociétés pour persévérer dans leur être sont parfois inimaginables.

Une société ne change de logique que si elle y est contrainte par une menace externe très puissante. Ce fut le cas pour les Japonais en 1945 avec la bombe atomique. Or la mondialisation du Marché a effacé l'idée même de domination externe. Mais il reste un maître, silencieux et invisible : la

Nature. A travers la science, la philosophie ou la sociologie, nous essayons de faire parler ce maître. Mais comme ce sont les élites qui se chargent de ce travail, elle le font à travers le prisme de leurs intérêts à court terme. Actuellement, tous nos systèmes d'appréhension ou de prédiction sur l'environnement sont donc biaisés. Notre société est la plus puissante de toutes celles qui ont existé. Elle dispose de moyens très importants (intellectuels, scientifiques, technologiques, économiques) ; elle s'en servira pour persévérer dans son être. Nous ne parviendrons pas à l'arrêter. Aux mieux, réussissons-nous à la tempérer.

² Octobre 2009, Editions de l'Aube

“ Que se passera-t-il si nous suivons notre logique de développement ? ”

Un point essentiel est ce que j'ai appelé la « pression de confort », c'est-à-dire l'ensemble des dispositifs que nous jugeons aujourd'hui indispensables pour mener une vie décente. Ces dispositifs font désormais partie de nous-mêmes. Tout le monde sait maintenant les mesures qu'il faudrait prendre, mais personne n'est prêt à faire les efforts qui s'imposent. Peu de gens sont prêts à faire des sacrifices à court terme pour un objectif à long terme. Certains objets (comme le téléphone portable) constituent des « appartenances », au sens que ce terme prend chez Lévy-Bruhl : ce sont des prolongations de notre être et nous ne pouvons plus nous en passer. Cela modèle le psychisme de l'homme contemporain. Ainsi, j'ai remarqué qu'il était très difficile de faire passer ces idées chez les jeunes, qui sont surexposés à la propagande publicitaire.

“ Mais il reste un maître, silencieux et invisible : la Nature.

La saturation est un autre concept qui permet de lire et de prédire l'évolution du monde contemporain. Je l'ai emprunté au philosophe Gilbert Simondon. L'idée est que tout système – qu'il soit physique, technique, psychique ou social – tend à aller jusqu'au bout de ses possibilités. Une fois arrivé au terme de ses possibilités, il opère une restructuration et un changement brutal. Le monde contemporain est engagé dans un processus de saturation globale. Le problème est que nous n'avons pas de planète de rechange. D'autre part, la saturation atteint la biosphère, mais aussi notre psychisme. Cette autre face de la saturation s'incarne dans un Internet agressif et envahissant, avec (par exemple) la marchandisation de la sexualité et la promotion de la violence.

Comme il est impossible de modifier notre trajectoire, ceux qui nous gouvernent développent ce que j'ai appelé une « politique de l'oxymore³ », c'est-à-dire qu'ils essaient de résoudre dans l'imaginaire ce qui ne peut plus l'être dans la réalité, en multipliant les figures de la conciliation impossible, comme le « développement durable », l'oxymore central, qui contient une contradiction majeure, l'idée d'un développement infini dans un monde fini. Ces oxymores sont toujours des aveux implicites. Ainsi, si l'on parle d'« agriculture raisonnée » et de « tourisme responsable », n'est-ce pas que l'agro-industrie est devenue déraisonnable et que le tourisme de masse est irresponsable ?

“ Toutes les tentatives pour sauver le système par la technologie ou par une régulation sophistiquée sont dangereuses.

Cette double contrainte – ou *double bind* – peut être stimulante pour l'esprit si elle n'est pas trop forte. Si elle est trop violente, elle risque de nous conduire à la folie.

Pour en revenir à l'actualité de Copenhague, je crois que les médias ont fait monter les enchères et qu'il

s'agit d'une dramaturgie, d'un cinéma que notre société se joue à elle-même. Un compromis de dernière minute risque de faire de la solution productiviste la seule solution envisageable. Elle s'installera ensuite comme la voie définitive.

En conclusion, il me semble que toutes les tentatives pour sauver le système par la technologie ou par une régulation sophistiquée sont dangereuses. Elles permettent en effet à un système intrinsèquement pervers de continuer à s'étendre dans le temps et dans l'espace jusqu'au point de non retour.

3 Méheust Bertrand, La Politique de l'oxymore, 2009, La Découverte, coll. Les empêcheurs de penser en rond

Des laboratoires marocains pour le Maroc et pour l'Europe



ABDELHAI BOUSFIHA
ARCHITECTE (MAROC)

ABDELHAI BOUSFIHA Ces échanges prouvent la densité d'idées et de réflexions qui pourront aider les différents projets à entamer la prochaine décennie.

Au Maroc, nous attendons beaucoup de la politique européenne en faveur du développement durable. Cet éclairage est nécessaire pour les pays du Sud. Il ne s'agira pas de travailler dans le sens du copier-coller, mais bien d'adapter des propositions riches à des situations complexes. Je relève l'aspect participatif, souvent mis en exergue, et qui aide au changement des comportements des utilisateurs. Le véritable défi se situe dans la préparation de la transition énergétique, car ce sera le problème des générations futures. Et cette transition doit prendre en considération les spécificités des territoires.

Je considère que le Net est un outil, pas une fin en soi. Tout dépend de la manière dont nous allons l'exploiter et le démocratiser pour en faire bénéficier les différentes couches de la société. Il faut qu'en la matière il n'y ait plus de différenciations de classe. Il ne peut pas exister de développement quand on marginalise le social. Il en va de même pour le couple formé par l'Humanité et l'environnement. Il convient d'établir des règles basées sur le respect, la démocratie et l'implication de tous. Nous avons besoin de la participation collective pour sortir de l'imaginaire. Quand, dans un couple, il n'y a ni cohésion ni solidarité, il ne peut exister aucune paix sociale et nous assistons à un divorce. Il est essentiel de trouver une cohésion globale pour le couple Humanité/environnement.

“ Il est essentiel de trouver une cohésion globale pour le couple Humanité/environnement.

Le Maroc prépare actuellement des chartes spécifiques, telle que la Charte de l'environnement. Mais les questions restent nombreuses : comment, à partir de ces outils, passer de l'expérience pilote à un projet modèle et que l'on peut démultiplier ?

Comment identifier les bonnes pratiques et les communiquer ensuite ? Il est absolument fondamental de développer des réseaux de compétence, afin que le transfert entre Nord et Sud se passe bien. Notre défi réside dans les contraintes démographiques, notamment dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Nous avons six ambitions pour les villes nouvelles, qui s'incarnent dans des projets de villes modernes :

- pour avancer et ne plus reculer, elles sont contemporaines tout en étant respectueuses de l'architecture traditionnelle
- les villes seront investies d'un rôle majeur dans la structuration des territoires régionaux
- elles seront capables de diffuser un modèle économique, technologique et culturel
- elles devront jouer un rôle de leader et être un exemple national et international – car les pays du Nord doivent aussi apprendre des pays du Sud ; par exemple, il est dit dans nos textes de lois qu'il est interdit de vendre une maison sur laquelle une cigogne aurait fait son nid

- ces villes seront capables de résoudre les problèmes posés par la croissance
- elles s'épanouiront dans un modèle de croissance maîtrisé, évitant l'exclusion et la pauvreté.

En somme, l'urbanisme de demain sera basé sur les avancées technologiques et l'organisation spatiale sera liée aux fonctions urbaines et à l'économie circulaire : rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme et les déchets des uns font l'électricité des autres. Nous sommes ouverts à tout et essayons de suivre les meilleures pratiques possibles. Nous mettons en place des laboratoires qui puissent servir à la fois au Maroc, mais aussi à l'Europe toute entière.

Demain, l'économie de la connaissance



RICHARD COLLIN
PROFESSEUR À GRENOBLE ECOLE
DE MANAGEMENT,
CO-PRÉSIDENT DU CLUSTER
"GREEN AND CONNECTED CITIES"

RICHARD COLLIN Je suis par essence optimiste, car, pour citer Goethe, « le pessimiste se condamne à être spectateur ». La valeur sociale et l'innovation sociale deviennent des avancées décisives, car tout devient social, même les technologies. Nous vivons actuellement une transformation singulière, une véritable révolution. Nous devons l'appivoiser et être très innovants, afin d'accompagner la logique d'adoption.

Nous n'en sommes qu'au début de tout cela. Je dirais même que nous n'avons encore rien vu : nous ne sommes qu'à la fin du début. Il est étonnant de voir nos enfants nous interroger sur ce temps d'avant le téléphone portable et Internet.

Grâce à sa plasticité cérébrale, l'être humain est capable de s'adapter et d'entrer dans une nouvelle société, société dans laquelle l'information est la nouvelle énergie. Nous allons profondément modifier la ville et créer des dispositifs qui organiseront à la fois la production et le partage. Au pied de nos immeubles, nous pourrions utiliser des imprimantes 3D pour fabriquer nos objets. Nous nous orientons vers des objets open, à l'image des logiciels open source.

Alors que nous assistons à l'accélération de la technologie, nous vivons un moment de synthèse créatrice qui s'appuie sur les gens. L'économie de la connaissance sera aussi une économie de la reconnaissance et du respect. Nous allons assister à une transformation fondamentale des caractéristiques économiques. Les monnaies complémentaires par exemple s'appuieront sur des échanges non marchands et sur des valeurs immatérielles. L'équivalent général de demain sera l'information et l'intelligence humaine : tout cela bouleversera la création et le partage. Ainsi, la ville sera peut-être le creuset de ces nouvelles formes d'usage et de fabrication monétaires. Peut-être les villes battront-elles monnaie. Tout est encore à inventer. La crise économique, qui fait d'octobre 2008 un point de bascule et une rupture profonde, nous invite à créer les données nouvelles.

Les risques majeurs liés à ce bouleversement résident dans les différents écarts d'usages, dans la fracture numérique ou dans les différences d'appropriation. Puisque tout le monde doit avoir accès au numérique, nous devons agir dans le sens de la logique de solidarité. Cette dynamique, qui est de la responsabilité des villes et des hommes politiques, permettra d'inventer de nombreuses choses.

Selon Michel Serres, la phrase « La politique est l'affaire des citoyens » répète deux fois le mot « ville », à la fois à partir du grec et du latin. Ainsi, cela revient à dire « Les gens de la ville doivent s'occuper de la ville. »

BERTRAND MEHEUST

Je voudrais ajouter que je suis pleinement conscient des questions que pose la décroissance. Les théoriciens comme Paul Ariès ont bien expliqué qu'il ne s'agissait pas d'en revenir à l'utilisation de la bougie ! L'argument habituel que l'on nous oppose est que nous sommes des enfants gâtés qui veulent conserver tout le gâteau pour eux. Or, la véritable question est la suivante : de combien devons-nous décroître pour permettre à ceux qui n'ont rien de croître assez pour mener une vie décente ? Cela nous renvoie à l'idée de partage et à la définition collective d'une ligne de partage. En attendant, nous devons décroître de manière à donner l'exemple.

A propos des mégapoles, je crois que l'on s'engage dans une mauvaise voie quand on les accepte comme un fait irrévocable en cherchant seulement à mieux les gérer. Ce sont des cancers, et il faut se demander comment les démanteler. On ne peut réfléchir aux mégapoles sans réfléchir à ce qui les produit, c'est-à-dire la destruction des modes de vie traditionnels par le productivisme moderne.

CATHERINE TRAUTMANN

Je trouve intéressant l'idée qu'une ville du Maroc puisse devenir un laboratoire partagé sur la question de la fabrique de la ville.

Le concept de saturation évoqué plus haut est terrible, terrible mais terriblement juste et opératoire. Cette saturation atteint aussi le domaine spatial, avec l'apparition de poubelles spatiales et des déchets spatiaux. Ces nombreux défis éthiques, économiques et sociologiques ne se résoudront pas grâce au marché.



Il nous faudra aussi réfléchir à la question de la propriété intellectuelle, entre ceux qui défendent le logiciel libre et ceux qui souhaitent protéger le droit d'auteur ? Comment combiner une économie marchande et une économie non marchande ?

Il est difficile de défendre les services publics, car ces espaces de décision politique sont aspirés par le marché. C'est pour cette raison que nous allons engager des efforts de régularisation. Je répéterais qu'il ne s'agit pas de ne plus se développer, mais de se développer autrement. Aujourd'hui, certaines personnes préemptent le territoire de vie et l'accès aux ressources. Quand les ressources mêmes sont confisquées, nous devons nous attendre à des conflits. Devrons-nous instituer une diplomatie énergétique ?

Il est frappant de lire que 80 % des gens se disent prêts à changer de comportement. Aussi faut-il arrêter de considérer que le consommateur décide à la place du citoyen et que la logique de marché fait plier les politiques.

La logique de solidarité doit rejoindre la logique du futur corps collectif. Un être n'existe que dans la particularité de ce qu'il est. C'est pour cela que nous avons besoin de retrouver des valeurs communes. Le véritable problème du développement durable est que l'on y cherche des réponses techniques, administratives, scientifiques ou politiques. Alors que l'unique question à se poser est celle de la responsabilité, qu'elle soit individuelle ou collective. Il est impératif de resituer la personne dans le cadre fini de la planète.

Sigles

ADEC : Association pour le développement des entreprises et des compétences
 ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
 ADEUS : Agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise
 AEE : L'agence européenne de l'environnement
 AIM: Adequate Information Management
 ATAWAD : *AnyTime, AnyWhere, AnyDevice*
 B2B : *Business-to-business*
 BBC : Bâtiment basse consommation
 C2C : *Consumer-to-consumer*
 CAT : Centre d'aide par le travail
 CBIS: Computer Based Information System
 CSTB: Centre scientifique et technique du bâtiment
 CUS : Communauté urbaine de Strasbourg
 DATAR : Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale
 DSM : *Demand side management*
 EEE : Equipements électriques et électroniques
 EGPE : Ecole des grands parents européens
 EMD: Energy Management Device
 FEDER : Fonds européen de développement régional
 GES : Gaz à effet de serre
 GIE : Groupement d'intérêt économique
 GmbH: Société anonyme (Allemagne)
 GPV : Grand projet de ville
 HQE : Haute qualité environnementale
 HTPE : Très haute performance énergétique
 ICT: *International Cargo Transport*
 INDH : Initiative nationale de développement humain
 Lon: *Local Outed Network*
 M2M : *Machine-to-machine*
 MEEDDM : Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer
 ONG : Organisation non-gouvernementale
 OPATB : Opération programmée d'amélioration thermique du bâtiment
 OPC: Optical Product Code
 P2P : *Peer-to-peer*
 PDE : plans de déplacement entreprise
 PDIE : plans de déplacement inter-entreprises

PLU : Plan local d'urbanisme
RFF : Réseaux ferrés de France
SCC : *Smart Connected Cities*
SDIS : Service départemental d'incendie et de secours
SESAC : *Sustainable Energy Systems in Advanced Cities*
SEL : Système d'échange local
SIG : Système d'information géographique
SINTEF: Institut de Recherche Indépendant Norvégien
SWC : *Smart Work Center*
TIC : Technologies de l'information et de la communication
UIA : Union internationale des architectes
UK: *United Kingdom*
UNEA : Union nationale des entreprises adaptées
VAD : Ville et aménagement durable

Ce document est une synthèse de conférence,
les propos des intervenants ne sont pas repris
dans leur intégralité mais condensés.

Réalisation de la synthèse – www.averti.fr

